

La gauche « identitaire », une démission ?

À l'occasion de la sortie de son livre « La Gauche identitaire », l'essayiste Mark Lilla débat avec le sociologue Eric Fassin des luttes menées par la gauche radicale en faveur des minorités, pensées en termes d'identités personnelles ou collectives, de genre, de race ou d'orientation sexuelle

Entretien

Si Mark Lilla et Eric Fassin se connaissent depuis les années 1990, alors qu'ils enseignaient à la New York University, et se revendiquent tous deux de la gauche, ils entretiennent pourtant des points de vue farouchement opposés. Mark Lilla, essayiste et professeur de sciences humaines à l'université Columbia (New York), publie début octobre *La Gauche identitaire* (Stock, 160 pages, 16 euros), une dure critique du progressisme américain, selon lui englué aujourd'hui dans des luttes culturelles en faveur des minorités. Eric Fassin est quant à lui sociologue et codirige le département d'études de genre à l'université Paris-VIII-Vincennes-Saint-Denis. Il a notamment publié *Populisme: le grand ressentiment* (Textuel, 2017) et *Gauche: l'avenir d'une désillusion* (Textuel, 2014).

La gauche américaine s'est enfermée, selon Mark Lilla, dans la question identitaire, renvoyant chacun à ses « appartenances personnelles » pour mieux défendre les minorités. Mark Lilla, pouvez-vous nous en dire davantage ?

Mark Lilla : La critique fondamentale que j'adresse à la gauche identitaire porte sur le repli sur soi qu'elle promet. A force d'inciter chacun à s'interroger sur les différentes identités qui le traversent, de race, d'orientation sexuelle, etc., cette gauche est moins en mesure de remporter des élections là où il le faudrait pour, ensuite, défendre les droits des minorités, ou atteindre tout autre objectif. Rappelons que les Etats-Unis sont une fédération qui laisse de larges pouvoirs aux Etats. Ces derniers ont la liberté d'adopter leurs propres lois et d'interpréter les textes fédéraux comme ils l'entendent. Si vous voulez aider les gays et les Afro-Américains en Iowa, un Etat blanc et profondément religieux, il faut y gagner des élections, et pas seulement en Californie ou à New York. Et pour cela, il faut développer une vision du bien commun et de l'avenir du pays susceptible d'inspirer autant de gens que possible et de les rassembler.

Se concentrer de façon obsessionnelle sur les « différences sociales » est l'exact contraire de ce qu'il faudrait faire. Les mouvements sociaux opposés à Trump sont incorrigibles tant ils répètent cette erreur, mais je suis heureux de constater que les choses se sont un peu améliorées au sein du Parti démocrate cette année. La menace du trumpisme a attiré de nouveaux candidats, venant de différents groupes sociaux. Et ceux qui sont en bonne position pour l'emporter lors des élections de mi-mandat du 6 novembre ne mettent pas l'accent sur leurs identités personnelles, ou celles des autres. Ils se concentrent sur des problèmes politiques concrets et sont animés d'une véritable envie de rassembler.

Eric Fassin, ce diagnostic vous convainc-t-il ?

Eric Fassin : En réalité, Mark Lilla va plus loin dans la polémique que cette simple critique pragmatique. Au lendemain de la victoire de Trump, dans une tribune qui fit grand bruit, il en rendait responsable ce qu'il appelle la « gauche identitaire » : « Quand on joue au jeu de l'identité, il faut s'attendre à perdre. » Aujourd'hui, dans l'essai qui prolonge cet article, il redouble l'attaque : « La politique identitaire, c'est du reaganisme pour gauchistes. » Il ranime la querelle lancée par les néoconservateurs, au début des années 1990, contre le « politiquement correct ». Or il y a là un biais « ethnocentrique » : voilà un universitaire qui traduit son exaspération contre les « radicaux de la chaire » en explication de l'élection du président des Etats-Unis. Pour Salvador Dali, la gare de Perpignan était le centre du monde. Pour Mark Lilla, c'est l'université Columbia. Cette illusion

sociologique est redoublée par un problème politique. Il est vrai que Donald Trump a surfé sur le racisme et le sexisme pour attiser le ressentiment contre Barack Obama et Hillary Clinton. Imputer son triomphe aux universitaires qui parlent de genre et de race, n'est-ce pas inverser les causes et les effets ?

Comment la gauche en est-elle venue à adopter ce point de vue identitaire ?

M. L. : Depuis l'effondrement du mouvement étudiant dans les années 1960, il y a eu deux développements importants au sein de la gauche américaine. Premièrement, un retrait de la politique institutionnelle (des partis et des élections) pour s'investir plutôt dans des mouvements sociaux mobilisés en faveur de causes justes portées par des groupes identitaires précis : les femmes, les Afro-Américains, les gays, etc. Deuxièmement, la gauche ne cherche plus à mobiliser la classe ouvrière autour d'enjeux économiques, préférant lutter pour une réforme culturelle conduite par des élites diplômées. Elle a deux objectifs en tête : amener les Américains à être plus tolérants et placer les groupes marginalisés au cœur du récit national. Ces deux projets ont été couronnés de succès. Mais le prix à payer s'est avéré élevé.

La gauche identitaire domine largement sur le plan culturel, mais elle est dépourvue de pouvoir politique. Ce déséquilibre s'explique par le fait qu'elle a perdu tout contact avec une grande partie du pays. Par exemple, 20 % des Américains sont évangéliques, tandis que moins de 0,5 % se déclarent transgenres. La gauche identitaire a beaucoup de choses à dire à propos de la cause transgenre, mais elle ne sait pas comment s'adresser aux évangéliques, qu'elle regarde généralement avec mépris.

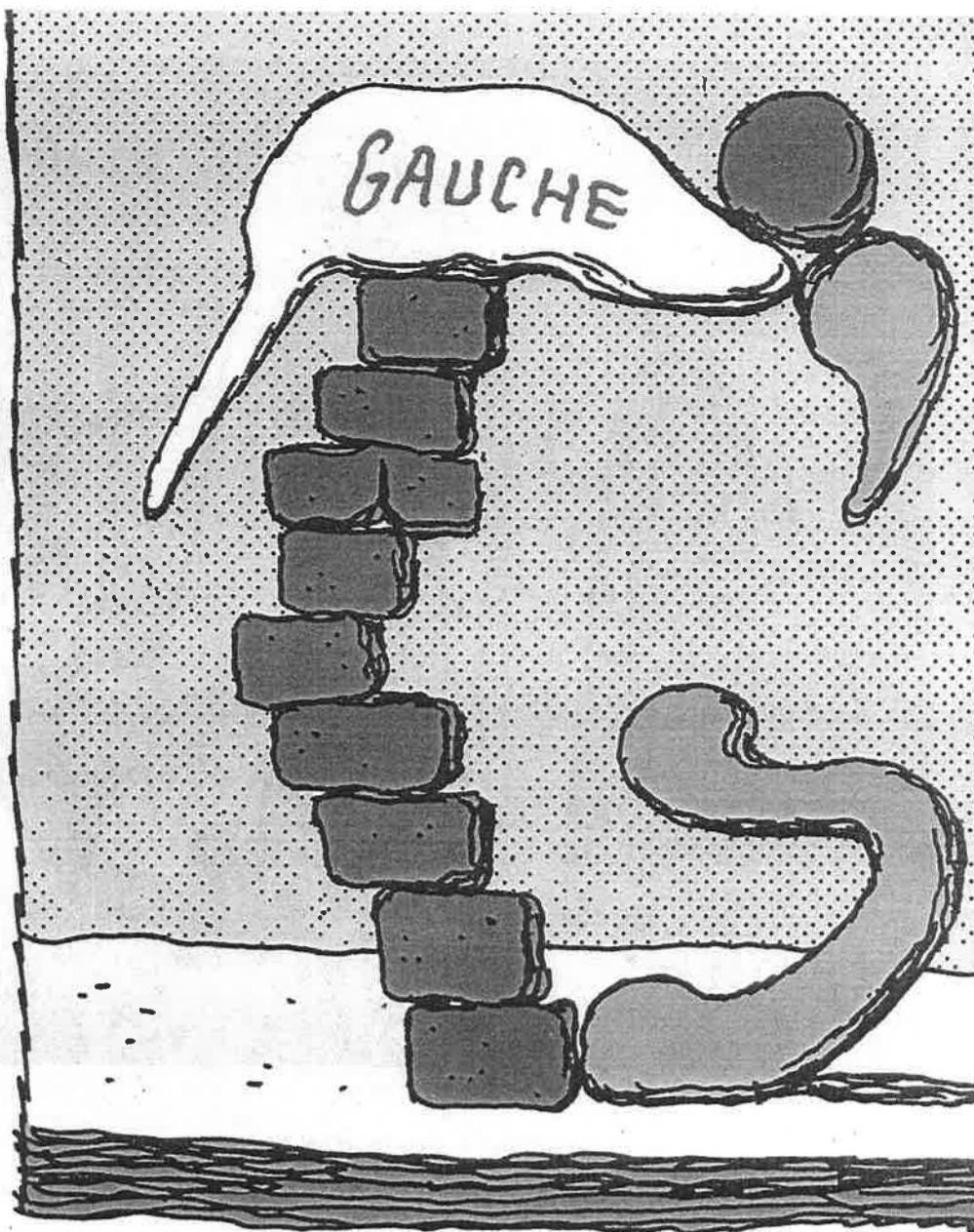
Il ne s'agit pas de flatter un groupe ou l'autre. Ce qu'il faut, c'est une gauche capable d'avancer une vision politique du bien commun à laquelle des citoyens appartenant à ces deux groupes peuvent adhérer et qu'ils seront prêts à défendre au sein de nos institutions. Aujourd'hui, la classe ouvrière est peut-être conservatrice sur le plan culturel ; il n'empêche qu'elle souffre des effets de la mondialisation et qu'elle n'est représentée ni par les démocrates, obsédés par l'identité, ni par les républicains néolibéraux. Elle est donc susceptible de se laisser séduire par un démagogue délirant comme Donald Trump. Voilà ce que j'entends par la démission de la gauche.

Eric Fassin, sans doute voyez-vous la « gauche identitaire » d'un meilleur œil. Comment la nommeriez-vous ?

E. F. : Je parlerais plutôt d'une gauche minoritaire. A la différence des communautés, les minorités n'ont pas forcément une culture commune ; mais elles ont en partage une expérience de discrimination. Les femmes n'ont pas toutes la même identité ; mais toutes savent ce qu'est le sexisme, #metoo l'a bien montré. L'homophobie, la transphobie ou le racisme constituent pareillement des minorités d'expérience. Bref, « c'est l'antisémite qui fait le juif » (Sartre).

En France, dès que les minorités se font entendre, on les taxe de communautarisme ; aux Etats-Unis, on se récrie : « politique identitaire ». Mais pourquoi l'égalité demandée par des minorités ne serait-elle pas universaliste ? Le mouvement Black Lives Matter [créé contre les violences policières envers les Noirs] pose des questions à toute une société aveugle au racisme ordinaire. En quoi est-il identitaire ? En France, quand des hommes noirs ou arabes meurent sous les coups de la police, cette violence d'Etat n'est-elle pas l'affaire de tout le monde ?

D'un côté, Mark Lilla dénonce l'individualisme ; de l'autre, il n'aime les mouvements sociaux qu'au passé, à l'époque de Martin Luther King. C'est réduire la politique aux seules élections. Cette logique majoritaire l'amène à ju-



FABIO VISCOGLIOSI

ger que les revendications transgenres ne pèsent pas grand-chose dans les urnes. Certes, mais qui eût cru qu'aux Etats-Unis le mariage s'ouvrirait si vite aux couples de même sexe ? Qu'ils aient un pied dans l'université ou pas, les mouvements sociaux peuvent influencer sur la société et infléchir les élections. Aux Etats-Unis, 1992 fut « l'année de la femme » : plusieurs furent élues [au Sénat], portées par une vague d'indignation après la nomination à la Cour suprême d'un juge accusé de harcèlement sexuel...

M. L. : La réponse d'Eric Fassin est typique de la gauche identitaire, de son refus de prendre ses responsabilités politiques. « Influencer la société, infléchir les élections ? », les ambitions de la gauche aujourd'hui se limitent-elles à cela ? Pauvre Jaurès !

Le mouvement identitaire aux Etats-Unis ne vise plus véritablement à étendre les droits légaux des minorités, cet objectif a été largement atteint, grâce aux mouvements sociaux du passé. Le défi est maintenant de s'assurer que ces droits sont respectés, ce qui demande de pouvoir s'appuyer sur nos institutions démocratiques, ce qui signifie qu'il faut gagner des élections. Le mouvement identitaire ne vise plus que la découverte de soi et la reconnaissance sociale de l'identité choisie par chacun.

La conscience identitaire a remplacé la conscience politique, particulièrement auprès des jeunes gens. Ce courant de pensée a d'abord transformé nos universités et en a fait des théâtres pseudo-politiques où se mettent en scène des mélodrames moralisateurs. Il s'attaque maintenant à la presse et l'édition : de stricts contrôles sont désormais exercés pour déterminer ce qui peut être dit, comment cela peut être dit et par qui. Récemment, la grande institution du journalisme de gauche radicale, l'hebdomadaire *The Nation*, a présenté des excuses pour avoir publié un poème qui utilisait le mot *cripple* (« handicapé »), un terme considéré discriminatoire. L'auteur a également exprimé des regrets absolument abjects.

Toute cette énergie gâchée ! La gauche identitaire ne souhaite pas prendre part à la dure tâche qui consiste à dialoguer avec ses concitoyens et à tenter de les convaincre de rejoindre une large entreprise de réorientation de la société. Elle n'a que mépris pour ceux qu'elle juge insuffisamment éveillés, elle préfère se replier dans des enclaves où elle peut se sentir en sécurité. Son geste politique le plus audacieux est de cliquer. Tweetons, enfants de la patrie...

E. F. : Je m'étonne qu'à l'heure où le juge Brett Kavanaugh risque de faire basculer la Cour suprême des Etats-Unis très à droite, Mark Lilla considère que la question des droits est réglée aux Etats-Unis. En effet, on peut s'attendre par exemple à une remise en cause du droit à l'avortement. Je ne partage pas non plus sa sévérité à l'égard de la jeunesse. Les mobilisations pour inciter à s'inscrire sur les listes électorales et à voter ne trouvent-elles pas grâce à ses yeux ? Mark Lilla semble croire que plus on manifeste, moins on vote. En réalité, la mobilisation dans la rue est

aussi une condition de la mobilisation électorale.

En tout cas, les suprémacistes blancs, eux, n'hésitent pas à manifester – rappelons-nous les manifestations *Unite the Right* en 2017 à Charlottesville [lors desquelles une contre-manifestante avait perdu la vie dans l'attaque à la voiture bélier d'un militant d'extrême droite] – et Donald Trump les renvoie dos à dos avec la jeunesse antifasciste qui a le courage de leur faire face ; ne sont-ils pas en train de défendre la démocratie ? En France, lorsque Génération identitaire bloque la frontière franco-italienne, ce sont les contre-manifestants qui s'exposent à la justice. Contre le délit de solidarité, ils parviennent à faire reconnaître le principe de fraternité par le Conseil constitutionnel : ne faut-il pas applaudir cette victoire démocratique ? Pourquoi railler le « narcissisme » d'une jeunesse qui fait reculer l'Etat à Notre-Dame-des-Landes, et avancer la cause écologique ?

M. L. : Et moi, je m'étonne qu'au moment où le droit à l'avortement est mis en cause aux Etats-Unis, la gauche américaine et Eric Fassin refusent de reconnaître la priorité absolue de gagner les élections et de prendre le pouvoir institutionnel. Pour quoi le juge Kavanaugh est-il candidat à la Cour suprême ? Parce qu'il nous manquait des manifs à Brooklyn et à Berkeley ? Non. C'est parce que les républicains contrôlent le vaste centre de mon pays et que la gauche identitaire manque d'une vision de notre destin commun. Manifestations, piège à cons, dirais-je pour détourner la formule de Sartre.

La gauche s'est-elle désintéressée des classes populaires ? Entre le centre gauche et la gauche identitaire ou minoritaire, qui est responsable du sentiment d'abandon qui s'est diffusé dans les milieux ouvriers ?

E. F. : Partout, la conversion des sociaux-démocrates au néolibéralisme s'est faite aux dépens des classes populaires, et au bénéfice des plus riches. C'est ce qui fragilise la démocratie : comment croire aux élections quand leur résultat ne change rien ? Les ouvriers de gauche sont tentés par l'abstention, ceux de droite par l'extrême droite. Hillary Clinton n'a pas trop courtoisé les minorités, ni trop rejeté les « déplorables » : racistes, sexistes et homophobes n'auraient jamais voté pour elle. C'est la continuité des politiques néolibérales, de Bill à Hillary Clinton, en passant par Barack Obama, qui explique la désaffection populaire.

Or cette interprétation est balayée en une phrase : « Si les démocrates ont perdu du terrain, ce n'est pas, nous dit Mark Lilla, parce qu'ils ont trop dérivé à droite, notamment en matière économique. » Il a beau citer Marx, il n'a donc que faire de l'économie : tout serait culturel ! Quand il invite la gauche à « créer un lien », ce n'est pas avec les ouvriers au chômage de la Rust Belt [« ceinture de la rouille », soit l'ancien nord-est industriel des Etats-Unis] ; c'est avec « les pentecôtistes du Sud et les propriétaires d'armes à feu des Rocheuses ». Non pas les classes populai-

Analyse

BLAISE GAUQUELIN
VIENNE - correspondant

Les Tchèques devraient se presser devant les portes du Musée national, le 28 octobre, en vue de sa réouverture après rénovation. Car pour la première fois, un original des accords de Munich va y être exposé au public pragois. Les 29 et 30 septembre, le pays a aussi célébré le 80^e anniversaire de la conférence qui s'est tenue dans la ville bavaroise. Réunissant les représentants de l'Italie fasciste, de l'Allemagne nazie, de la France et de la Grande-Bretagne, elle marqua l'abandon de la Tchécoslovaquie par les démocraties occidentales et permit l'annexion du territoire des Sudètes par Hitler.

L'humiliation a eu des conséquences énormes. La mémoire est restée à vif et les historiens tchèques débattent encore des défaillances, notamment dans l'intégration des minorités, ayant amené Berlin à envoyer des troupes. Le ressentiment anti-occidental était exploité à la libération par le Parti communiste tchécoslovaque (PCT). Depuis, la République tchèque

treinte ans qu'il est là et personne ne lui adressait la parole. Sans participer au gouvernement, il va obtenir quelques postes dans les administrations et les entreprises publiques. A l'usage, il compte sans doute aussi obtenir une capacité de chantage. M. Babis le sait. Et d'ailleurs, le choix des communistes n'avait pas sa préférence. Il aurait souhaité une coalition avec la droite, nettement plus fréquentable. L'idée qu'il fait sortir le Parti communiste de son isolement lui est reprochée. Mais il brandit la menace d'élections anticipées, très risquées pour toutes les formations sauf la sienne, qui, dans les sondages, reste stable.

NOSTALGIE DES SIXTIES

Après avoir réalisé son plus mauvais score depuis la chute de l'URSS, le KSCM se retrouve donc dans une position insipide, ce qui permet à Vojtech Filip d'user d'une liberté de parole inattendue. L'histoire, selon lui, n'est « jamais noire ou blanche ». Interrogé par *Le Monde* dans son bureau du Parlement à Prague, il s'autorise une nostalgie soudaine pour les « golden sixties », décennie au cours de laquelle « les scientifiques et les artistes tchécoslovaques ont acquis une renommée mondiale ». Il est moins disert sur la répression dont furent victimes ces derniers, lors du printemps de Prague en 1968, rappelant simplement les excuses présentées par son parti à la population tchécoslovaque, en décembre 1989. Il refuse de dénoncer la situation au Venezuela. Même chose pour la Corée du Nord, où il s'est rendu une fois. Il se borne à évoquer deux réformes essentielles à ses yeux : ses partisans ne font plus la confusion entre la propriété de l'Etat et celle de la société. Ils se reconnaissent dans le pluralisme institutionnel et ne soutiennent plus l'inscription dans la Constitution du rôle central du Parti communiste...

Misant sur des ressorts protestataires et nationalistes, M. Filip préfère attaquer « la politique idiote de la Commission européenne » sur les migrations et vient au secours du Hongrois Viktor Orban, à qui l'on adresse « des reproches très injustes, alors qu'il essaye simplement de protéger la frontière commune de Schengen ». L'Allemagne voisine, principale partenaire économique et politique de la République tchèque, n'est pas épargnée, elle non plus. « On pourrait demander à ses habitants si cela ne les dérange pas d'avoir des troupes américaines stationnées sur leur territoire depuis 1945 », glisse-t-il. « Le général de Gaulle n'aurait jamais admis cela. L'Europe se porterait mieux sans l'OTAN, qu'il faut dissoudre. »

Et alors que Prague joue les intermédiaires en Syrie, où les diplomates tchèques ont réussi à maintenir une représentation, M. Filip se montre sévère envers la France et la Grande-Bretagne, « intervenues en Syrie sans accord du Conseil de sécurité ». Prochant avant 1989, sans doute à juste titre, la lâcheté de ces puissances face aux appétits du Reich il y a quatre-vingts ans, les communistes tchèques ne craignent pas la contradiction lorsqu'ils défendent aujourd'hui la souveraineté du « bourreau de Damas ». ■

SANS PARTICIPER AU GOUVERNEMENT, LE KSCM VA OBTENIR QUELQUES POSTES DANS LES ADMINISTRATIONS ET LES ENTREPRISES PUBLIQUES

a conservé un parti communiste, héritier direct du régime d'avant 1989. Baptisé Parti communiste de Bohême et de Moravie (KSCM), il est désormais en mesure, pour la première fois depuis la transition, de soutenir un gouvernement démocratique. « Il ne faut pas oublier que, contrairement à la Pologne, à la Hongrie ou à la Roumanie, le parti tchécoslovaque avait une assise dans la société industrialisée, des relais syndicaux et intellectuels entre les deux guerres, rappelle l'historien Jacques Rupnik, qui a publié une *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque* (Presses de Science Po, 1981). Or les accords de Munich ont été perçus comme une trahison discréditant l'option libérale et occidentale. Après la libération par l'Armée rouge, le PCT est arrivé en tête des suffrages. Il a réalisé un score de 40 % des voix dans les pays tchèques (moins en Slovaquie).

A la chute du rideau de fer, le PCT tentera de faire oublier qu'il « préside le syndicat de faillite ayant gouverné la Tchécoslovaquie pendant quarante ans » et reste à ce jour le seul parti communiste non transformé ayant survécu à la transition, puis à l'adhésion à l'Union européenne, datant, pour la République tchèque et la Slovaquie - séparées le 1^{er} janvier 1993 -, de 2004. Ses scores, depuis, pourraient relever de la simple anecdote. Mais il est récemment sorti de son insignifiance. Le 12 juillet, le KSCM a apporté son soutien au gouvernement minoritaire de coalition avec les sociaux-démocrates du premier ministre Andrej Babis, un milliardaire populiste, arrivé en tête aux élections législatives des 20 et 21 octobre 2017.

Pour Vojtech Filip, son président, l'intérêt de ce mariage de la carpe et du lapin est évident. C'est la première fois qu'il compte. Cela fait presque

res, mais le peuple de droite. En France, on aime croire qu'il faudrait choisir : les ouvriers ou les minorités ? C'est une fausse alternative : les minorités sont surreprésentées dans les classes populaires (et inversement !); et il n'y a aucune raison d'opposer les politiques de reconnaissance et de redistribution. Il faut donc cesser d'opposer le social au sociétal. Ce sont Trump et Le Pen qui jouent la race contre la classe - pas les minorités, qui ont trop à perdre à ce jeu.

M. L. : Eric Fassin le sociologue nous donne une image primaire de nos sociétés : il y a des riches et des pauvres, les néolibéraux et les socialistes, les racistes et les minorités, les pentecôtistes et les profs. Faire de la politique est chose facile : il ne faut que choisir votre camp. Le simplisme bourgeois se porte bien en France.

Je ne fais pas un fétiche des classes populaires blanches, dont je suis issu. Je les connais trop bien. Je veux tout simplement sortir du jeu à somme nulle dans lequel la gauche américaine se trouve. Eric Fassin a tronqué une citation de mon livre, où je dis que, au fond, ce n'était pas une dérive à droite qui a fait perdre les démocrates. La cause, dis-je, est qu'ils « se sont retranchés dans des grottes qu'ils ont eux-mêmes creusées dans le flanc de ce qui était autrefois une magnifique montagne ». Et quelle était cette montagne ? C'était la grande coalition d'ouvriers et de paysans, catholiques et protestants, résidents du Nord et du Sud, qui, entre les années 1930 et les années 1960, ont lutté pour des protections sociales et des droits constitutionnels, pour que toutes les familles américaines puissent vivre dignement. C'était un mouvement rassemblé autour d'un programme d'ambition universaliste, que Franklin Delano Roosevelt appelait « les quatre libertés » : liberté d'expression, liberté de religion, liberté de vivre à l'abri du besoin et liberté de vivre à l'abri de la peur. Pas autour de notre diversité ou différence.

Eric Fassin a tout à fait raison d'attirer notre attention sur l'aveuglement de ce mouvement, qui, en grande partie, a laissé les femmes et surtout les Noirs sur le bas-côté de la route. Mais le remède est de tenir et d'étendre les promesses de cette tradition : il faut nous rassembler pour faire face aux nouveaux défis de l'ère néolibérale. Et non pas nous disperser dans des groupuscules avec des revendications non négociables.

Comment reconstruire du collectif, sans que cela revienne à imposer aux exclus de taire leurs revendications ?

M. L. : La seule façon de protéger les exclus est d'insister sur le fait qu'ils font déjà partie de « nous », et par conséquent que leur exclusion est injuste. S'il n'y a pas de « nous », comment motiver les uns d'être solidaires avec les autres ? Plus nos sociétés deviennent individualistes et diverses, plus nous avons besoin d'établir des liens de sympathie et de devoir politique parmi nous. La rhétorique de la gauche identitaire en Amérique, qui nie l'existence d'un « nous » social, fait tout le contraire. Sans le

savoir, elle renforce l'idéologie néolibérale, qui veut nous convaincre que nous ne sommes que des « acteurs économiques », des particules élémentaires qui travaillent, consomment, et meurent seules. C'est pour cela que je parle de « reaganisme pour gauchistes » : les années 1990 étaient le berceau et du néolibéralisme, et de la politique de l'identité. Une main lave l'autre.

Je mets l'accent sur la citoyenneté, parce que c'est un statut strictement politique, qui n'est en aucune façon en contradiction avec d'autres appartenances ou affinités électives : ethniques, religieuses, de genre. Je ne suis pas nationaliste et n'ai pas peur du multiculturalisme. Je m'en réjouis même - tant que le lien de citoyenneté est assez fort pour garantir la solidarité et le bien commun. Une citoyenneté ouverte, accueillante, combative - c'est ça dont nos démocraties ont besoin et que je tiens à promouvoir.

E. F. : Contre la gauche minoritaire, Mark Lilla se présente comme un *liberal* (de gauche). Demander d'être à l'écoute de la droite, est-ce un programme de gauche ? Dans la traduction, *leftist* est d'ailleurs rendu par « gauchiste » - ce qui n'est pas très positif... Mark Lilla n'a rien d'un *radical*. Est-il pour autant *liberal* ? Il dénonce sans cesse l'individualisme et la bataille pour les droits. Or fustiger, avec Houellebecq, les « particules élémentaires », c'est plutôt anti-libéral !

En fait, il est républicain. On peut donc regretter que, pour parler de la citoyenneté, il évite délibérément la question qui fâche : l'immigration. Parlons de « nous », pas d'« eux » ? En réalité, l'immigration nous rappelle que la démocratie, ce n'est pas le consensus ; c'est le dissensus. Sinon, quelle différence avec les régimes non démocratiques ? Faire de la politique, c'est défendre des valeurs contre d'autres valeurs, une vision du monde contre une autre. Comment l'oublier quand Trump est au pouvoir ?

Pour ma part, si je m'engage dans des combats minoritaires sans appartenir moi-même à une minorité, c'est que je suis convaincu que tout le monde est concerné : les discriminations minent nos sociétés. Ce qui menace le « nous », ce n'est pas que des gens dénoncent les discriminations ; c'est que tant d'autres s'en accommodent. Il ne suffit pas de proclamer que nous sommes tous citoyens. Encore faut-il que ce soit vrai. Or beaucoup se sentent dans leur propre pays comme des citoyennes ou des citoyens de deuxième zone - au mieux. Eviter d'en parler trop pour ne pas fâcher les électeurs d'extrême droite, ce n'est pas combattre, mais reculer devant ceux-ci. Ce ne sont pas les revendications des minorités qui fragmentent la société ; c'est leur relégation. Les opposer aux classes populaires, c'est encore les exclure du peuple. Soyons pragmatiques : il faut gagner les élections ! Nous sommes bien d'accord. Certes, il n'est pas sûr qu'une stratégie de gauche soit efficace. Mais il est certain que le virage à droite a été un échec. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARC-OLIVIER BHERER

Cette gauche identitaire serait particulièrement active dans les campus, où les étudiants seraient encouragés au narcissisme et à ne plus s'intéresser qu'à leur identité, en fonction d'affinités raciales, de genre, ou d'orientation sexuelle.

COALITIONS PONCTUELLES

Le bref ouvrage qui paraît maintenant en France a relancé la polémique lors de sa parution aux Etats-Unis en août 2017 (*Le Monde* du 2 décembre 2017). Ses critiques ont vu dans cet ouvrage une attaque inutile, voire dangereuse, alors que l'administration Trump aggravait l'exclusion des minorités. Mark Lilla n'en démord pas. La gauche identitaire promeut le repli, une attitude qui se marie bien à l'individualisme économique de notre époque, et ne pense plus la solidarité républicaine. Elle s'en remet à des coalitions ponctuelles, à la rencontre temporaire de différentes revendications, un mode de fonctionnement politique que l'auteur associe à la notion d'intersectionnalité, d'abord employée pour désigner le fait de subir

différentes formes de discriminations. L'approche militante adoptée par cette gauche s'avère cependant incapable d'atteindre son objectif, dont Lilla reconnaît la noblesse, la protection des minorités. Car elle préfère le confort de l'opposition morale plutôt que de s'engager dans une démarche de conquête du pouvoir, ce qui impliquerait d'abandonner l'entre-soi pour aller rencontrer ceux qui ne partagent pas vos idées.

L'essai ne manque pas de formules polémiques, notamment à l'encontre des mouvements féministes et Black Lives Matter, contre les violences policières à l'encontre des personnes noires. Mark Lilla emprunte aussi à des romanciers de droite certaines formules assassines. Il termine en suggérant à la gauche de renouer avec la citoyenneté républicaine, qui reconnaît des droits à tous, pour formuler une vision propre à rassembler un large électorat. L'idée est consensuelle en France, mais elle peine à s'incarner et à prendre un sens nouveau qui corresponde à la situation actuelle. ■

MARC-OLIVIER BHERER

Un essai controversé

Livre

Aux Etats-Unis, la gauche a le champ libre, elle n'a face à elle « aucun adversaire digne de ce nom », se réjouit l'essayiste et professeur de sciences humaines à Columbia University Mark Lilla. Toutefois, le ton de ce pamphlet est à l'opposé de l'autosatisfaction. L'auteur souligne plutôt qu'un obstacle de taille doit encore être levé, les « gens de gauche » doivent se défaire de leur seul adversaire, « nous-mêmes », affirme Mark Lilla qui se revendique comme un « modéré », en français.

Dans cet essai, Mark Lilla développe plus longuement une thèse qu'il avait déjà défendue dans une tribune controversée du *New York Times*, reprise par *Le Monde* (daté 9 décembre 2016), dans laquelle il fustigeait une gauche qui se complait dans un discours sur la diversité, oubliant les enjeux économiques et sociaux, et la recherche du bien commun.

LA GAUCHE IDENTITAIRE : AMÉRIQUE MIETTES, de Mark Lilla, 160 pages, 16 euros, traduit par Emmanuelle Philippe Aronson



La gauche identitaire